

L'Italie est à l'ordre du jour. Il ne se passe guère de semaine sans qu'un attentat, un scandale, une compromission « historique » ou conjoncturelle, n'y viennent nous rappeler que ce siècle est celui de la bombe et de Machiavel. Hier encore le grand journaliste et résistant, Carlo Casalegno, était victime des « Brigades rouges » et de la politique du P. 38. Après Bologne, après la Biennale de la dissidence et le contre-congrès du Manifesto, où la « crise du marxisme » a été décrétée par Louis Althusser, au moment où Sakharov essaie désespérément à Rome de secouer l'apathe internationale qui ensevelit les dissidents dans le verbe pompeux des déclarations officielles ou des pétitions de principe, nous avons vu s'affronter à Milan, au Colloque international de sémiotique et de psychanalyse, organisé par le Collectif freudien et Armando Verdiglione, les tenants de la psychanalyse lacanienne et les « Guattaristes » venus le contester. Qu'en est-il de cette violence qui circule aujourd'hui dans la trame du monde comme une peste incoercible ? Les psychanalystes peuvent-ils éclairer sa face d'ombre, son impensé, son « insu » ? Ou doit-on écouter ceux qui la critiquent avec tant de véhémence comme les deleuziens, ou comme Philippe Sollers ?

## Le bec du poussin

● La violence c'est peut-être, comme l'écrivait récemment Jean Genet, le bec du poussin qui brise la coquille de l'œuf. Mais la violence c'est aussi une idée vieille en Europe. Aussi vieille que la politique du bonheur prophétisée par Saint-Just. Elles sont toutes deux sœurs jumelles et fondatrices de la rationalité moderne, et du reste ont été baptisées au sang du même échafaud. Avant la révolution, en Occident chrétien, la violence s'inclutait dans la providence divine ou dans le plan du diable, dans la justice céleste ou dans le complot d'en bas. Le problème de notre temps, le malaise de notre civilisation, c'est que la violence, temporalisée, désacralisée, soit mise au service du bonheur. Cela s'appelle la police d'Etat ou le terrorisme révolutionnaire. Ou encore la police révolutionnaire et le terrorisme d'Etat, l'Histoire redistribuant les rôles et donnant la tirade du bourreau à sa victime d'hier. Que cette violence s'exerce au nom de la liberté, c'est bien la moindre des choses, n'est-ce pas ? Spinoza a pensé ce scandale, illustré par la guerre civile hollandaise, comme Nietzsche l'a fait pour le socialisme et l'Etat, Wilhelm Reich pour le fascisme. Cette liberté-là est celle des chaînes de la servitude. C'est sur la « liberté » et son despotisme que s'instaure le tyran. Auschwitz et le nazisme furent institués au nom de la liberté, comme l'a souligné au colloque Armando Verdiglione. Pas un régime totalitaire qui ne coagule le sang du peuple, tout en prétendant lutter contre la répression et pour la « libération ». Quand on questionne la violence, même en analyste, on ne peut perdre de vue ses ruses politiques, qui sont celles du fantasme lui-même, de ce qui soutient les institutions et les pouvoirs, tous les pouvoirs. Il fallait bien qu'on parlât philosophie politique, à Milan, avant de clore les volets sur un discours purement psychanaly-

tique (nous verrons qu'il nous en apprend tout de même un bout sur la violence, à condition de délaissier le familialisme biblique et compulsif du freudisme originaire. Aujourd'hui où l'Italie, et peut-être l'Europe, attendent leur « fatalité », il n'était pas indifférent que l'ordre politique du monde fût mis en question à Milan, à propos de la violence.

## Un nouveau machiavélisme

En Italie, l'ordre politique du monde, cela s'appelle le « *compromis historique* », c'est-à-dire l'alliance de la bureaucratie communiste et de la bureaucratie chrétienne pour le partage et la conquête de l'appareil d'Etat. N'oublions pas que si le mot bureaucratie est français, son modèle a été forgé au Vatican. Et son accomplissement ultime s'appelle le stalinisme, réformé ou non, étroit ou élargi. Le compromis historique, malgré sa façade libérale, c'est donc un Yalta rabattu sur la politique intérieure. Pour Italo Bassi, analyste lacanien, « *le monothéisme non-analysé du catholico-marxisme en Italie, sa violence d'Etat hyperréelle, secrète les « Brigades rouges » et le terrorisme des groupes armés* ». Pourquoi ? Parce que le culte bicéphale de l'Etat, assurant une police des âmes et une institutionnalisation jamais atteinte du corps social, néantise toute dissidence, normalise toute exception, tout refus, toute opposition à l'appareil d'Etat et au consensus. Selon Verdiglione « *entre une réforme et une contre-réforme, c'est la religion de l'Etat qui gagne* ». L'apparent dissentiment entre blocs politiques recouvre la construction d'une formidable machine à consentement, où B. H. Lévy voit la « *forme moderne du machiavélisme* ». Le P.C.I., ces jours derniers, appelait à la chasse aux sorcières, en demandant aux « bons ouvriers » de dénoncer les terroristes et leurs « sympathisants ».